

1. REQUETE EN REORGANISATION(exemple)

DOCUMENT DE TRAVAIL NON OFFICIEL ET SANS VALEUR
CONTRACTUELLE

Remarques importantes :

- ***Le plan de réorganisation doit être déposé au greffe au moins 20 jours avant la date de l'audience fixée pour le vote et l'homologation du plan.***
- ***Il est possible de demander la désignation d'un mandataire de justice pour accompagner la société dans la procédure.***
- ***Le contenu précis de la requête et des pièces jointes doit être adapté à la situation de l'entreprise et aux exigences du tribunal.***

Pour plus de détails, vous pouvez consulter la page officielle du guichet.lu sur le plan de réorganisation.

En cas de requête, le demandeur indique sa demande dans un document qu'il dépose au greffe du tribunal territorialement compétent. Le greffe se chargera alors de convoquer les parties à une audience publique Cf [Nouveau Code de procédure civile - Legilux](#)

[Vos coordonnées]

Nom de l'entreprise :

Forme juridique :

Adresse :

N° RCS :

Représentant légal :

Avocat (le cas échéant) :

À l'attention de

Monsieur/Madame le Président
du Tribunal d'arrondissement

[OPTION] de Luxembourg, Siégeant en matière commerciale
L-2080 Luxembourg

[OPTION] de Diekirch, Siégeant en matière commerciale
L-9202 Diekirch

Objet : Requête en ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire par accord collectif

Monsieur/Madame le Président,

La société [dénomination sociale], immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro [n° RCS], dont le siège social est sis à [adresse], représentée par [nom du représentant légal], a l'honneur de solliciter l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire par accord collectif, conformément à la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises.

1. Exposé de la situation

La société rencontre actuellement des difficultés financières susceptibles de compromettre la continuité de son activité.

[Décrire brièvement la nature des difficultés, leur origine, et leur impact sur l'activité.]

2. Objectif(s) de la demande

La société n'est pas en état de cessation de paiements au sens de la législation applicable, mais se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses dettes exigibles avec son actif disponible.

La présente demande vise à obtenir un sursis de 4 mois afin de permettre la négociation d'un accord collectif avec les créanciers concernant un plan de réorganisation.

3. Pièces jointes

Conformément à la loi, sont annexés à la présente requête :

- (1) Le projet de plan de réorganisation
- (2) Une liste nominative des créanciers sursitaires (reconnus/se prétendant tels) avec indication de leurs noms, adresse,

montants de leurs créances, et leur qualité de créancier (créance extraordinaire, sûreté réelle mobilière ou hypothèque...)

- (3) Un budget avec l'estimation des recettes et des dépenses pour la durée minimale du sursis demandé, soit 4 mois
- (4) Les 2 derniers comptes annuels approuvés qui auraient dû être déposés (les 2 derniers exercices)
- (5) La situation comptable de l'actif et du passif et le compte de résultat ne datant pas de plus de 3 mois, préparé avec l'assistance d'un comptable
- (6) Un exposé de la manière dont il a été satisfait aux obligations légales et conventionnelles d'information et de consultation des salariés ou de leurs représentants
- (7) [Le cas échéant] une copie des commandements et exploits de saisie-exécution mobilières et immobilières
- (8) [Le cas échéant] La liste des associés si le débiteur est une personne morale dont au moins un associé a une responsabilité illimitée et la preuve que l'associé a été informé
- (9) [Autre document utile à l'appréciation de la situation]

4. Demande

En conséquence, il est demandé au tribunal :

- de déclarer ouverte la procédure de réorganisation judiciaire par accord collectif ;
- de fixer la date d'audience pour le vote et l'homologation du plan de réorganisation ;
- de désigner, le cas échéant, un mandataire de justice pour assister la société dans l'élaboration du plan.

Veuillez agréer, Monsieur/Madame le Président, l'expression de ma considération distinguée.

[Signature]

[Nom, qualité]

Annexe (1) : PLAN DE RÉORGANISATION

I. Partie descriptive

1. Identification du débiteur

- Dénomination sociale :
- Forme juridique :
- Siège social :
- N° RCS :
- Représentant légal :
- Activité principale :

2. Situation économique et financière

- Présentation synthétique de l'activité :
- Origine et nature des difficultés rencontrées :
- Impact sur la continuité de l'activité :
- État actuel de l'actif et du passif (avec tableaux récapitulatifs)
- Résumé des comptes annuels des trois derniers exercices

3. Liste des créanciers concernés

- Créanciers ordinaires et extraordinaires (avec montants dus)
- Classement des créanciers selon la loi
- Indication des créances affectées par le plan

4. Personnel

- Nombre de salariés
- État du personnel employé (cf tableau nominatif en annexe)

II - Partie prescriptive

1. Mesures proposées

- Description détaillée des mesures de restructuration envisagées (rééchelonnement des dettes, remises, délais de paiement, etc.)
- Mesures de réduction des coûts et d'optimisation de l'activité
- Actions prévues pour restaurer la viabilité financière (cession d'actifs, recherche de nouveaux financements, etc.)

[Exemples :

- Rééchelonnement des dettes fournisseurs sur 24 mois
- Remise de 10 % sur les dettes fournisseurs acceptée par XX
- Report de 6 mois des échéances bancaires
- Réduction des charges fixes (renégociation du bail, optimisation des achats)
- Recherche de nouveaux marchés (contrats publics, diversification)]

2. Modalités de remboursement des créanciers

- Calendrier de remboursement proposé
- Taux de remise ou d'abandon de créances, le cas échéant
- Traitement différencié selon les classes de créanciers

[Exemples :

- Fournisseurs : remboursement mensuel de XXX € sur 24 mois
- Banque : suspension des échéances pendant 6 mois, puis reprise normale
- Administration fiscale et CCSS : plan d'apurement sur 12 mois]

3. Durée du plan et budget estimé

- Durée totale des mesures proposées (en mois/années)
- Échéances principales
- Estimation des recettes
- Estimation des dépenses

4. **Suivi et contrôle**

- Modalités de suivi de l'exécution du plan
Exemple : Rapport au tribunal et aux créanciers
- Désignation éventuelle d'un mandataire de justice pour accompagner la société